

La Lettre

— de —

L'Expansion

Tendance

Paris, le 8 octobre 2007

Frissons d'automne

Les interrogations montent dans le monde patronal. Les révélations mettant en cause **Denis Gautier-Sauvagnac** et **Arnaud Lagardère** – toutes les deux sorties par *Le Figaro* – donnent l'impression que le pouvoir n'est pas mécontent d'affirmer son intransigeance à l'égard de têtes d'affiche de l'establishment pour contrer les attaques de l'opposition sur le thème du paquet fiscal favorable aux riches. Autre inquiétude : la multiplication des propositions présidentielles ou infusées par la commission **Attali**, qui laissent augurer de belles empoignades au Parlement. Après la taxation annoncée des stock-options et les exhortations aux chefs d'entreprise à organiser des négociations salariales, la grande distribution a tout à craindre de la remise en cause des situations acquises prônée par Jacques Attali.

Plus qu'un durcissement social, des patrons redoutent la déconvenue économique consécutive à l'euro fort et au déficit de compétitivité de l'économie française, notamment par rapport à l'Allemagne. Pronostic, sombre, de l'un d'entre eux : «Les entreprises vont hésiter à investir et à recruter et le mouvement des délocalisations vers Vilnius ou Varsovie va s'amplifier !»

Jean-Claude Trichet a beau laissé la porte ouverte à une hausse des taux d'intérêt, personne n'y croit plus dans les couloirs de la **BCE**, où l'on juge de plus en plus probable le scénario d'un relâchement monétaire et non d'un resserrement. Pour des raisons macroéconomiques, mais surtout pour réduire le coût de refinancement des banques européennes. Pas la peine d'en rajouter, estime un grand argentier européen, en référence aux attaques de **Nicolas Sarkozy** contre Jean-Claude Trichet : «La BCE, c'est comme la mayonnaise : plus on la bat, plus elle est dure.»

Last but not least, le prurit sarkozien d'aggiornamento institutionnel accroît ce climat d'incertitude : «La France, malgré sa "présidentialisation" actuelle, reste un régime parlementaire, note un patron. Sarko devrait se rappeler que **de Gaulle** est tombé en se heurtant au Sénat !»

Pendant ce temps, la liste des prétendants à la présidence d'**EDF** s'est allongée avec **Henri Proglia**, l'actuel patron de **Veolia**. Celui qui a été beaucoup vu dans l'entourage de Sarkozy ces derniers mois aurait aujourd'hui la faveur de ce dernier. Après avoir manœuvré pour s'emparer de certains actifs de **Suez Environnement**, Proglia rêve de ce poste qui lui permettrait d'en découder avec son meilleur ennemi, **Gérard Mestrallet**, à la tête de **GDF-Suez**.

Hors de France, business et politique ne font pas toujours aussi bon ménage. Outre les ennuis de **Total** en Birmanie, plusieurs entreprises françaises sont en situation délicate en Iran. C'est le cas de **Renault** qui a investi dans une usine de fabrication de Logan. Mais, surtout, de **BNP Paribas** qui a accordé dans ce pays pour 2,5 milliards d'euros de prêts, dont 750 millions d'euros à risques. Par ailleurs, **Lafarge** a perdu l'autorisation d'exploiter l'une de ses carrières en Inde, dans l'Etat du Meghalaya. Motif : le ministère de l'Environnement a décidé de classer le site en zone forestière. ■

CETTE SEMAINE

- **Gaipare :**
Il assigne l'Afer en justice 3
- **Syntec Informatique :**
Vers la création d'une «Soficiel» 4
- **UMP :**
Raffarin l'équilibriste 5
- **Strasbourg :**
Tapis rouge pour Nicolas Sarkozy 7
- **Philippe Séguin :**
Il veut retenir ses magistrats 8

L'ENQUÊTE DE LA LETTRE

Nucléaire : l'axe Paris-New Delhi 2

LA COULISSE DE LA SEMAINE

Début des manœuvres pour la Commission européenne 2009 3

EN DIRECT

■ **LES «FAUCONS»** du Pentagone estiment que la préparation d'une action musclée contre l'Iran est très avancée. Quatre satellites espions américains n'arrivent pas à identifier les principaux centres de production, celle-ci étant éparpillée dans des petites unités.

■ **NICOLAS SARKOZY** aurait suggéré à Dominique Strauss-Kahn, nouveau directeur général du FMI, qu'Anne Sinclair suive les élections américaines de 2008 pour une chaîne du service public.

■ **LA VILLE DE ROUEN** a décidé de restituer à la Nouvelle-Zélande une tête maorie conservée au Muséum d'histoire naturelle de la ville. Cela devrait susciter des réactions dans le milieu scientifique.

■ **132 SÉNATEURS** seraient francs-maçons : ce chiffre est le résultat d'un pointage réalisé par l'un des prétendants à la succession de Christian Poncelet.

Désormais, vous pouvez consulter La Lettre et ses archives sur Internet. Pour bénéficier de ce service, communiquez votre adresse de courriel, votre numéro d'abonné, ainsi que les codes APE et Siret de votre société à :

nboufassa@groupe-exp.com

Téléphone : 01 75 55 42 99.

Fax : 01 75 55 41 29.

Paris Pionnières à l'ouest

La première structure française d'accompagnement et d'hébergement destinée aux femmes créatrices d'entreprises dans le domaine des services innovants s'apprête à lancer West Pionnières avec la chambre de commerce et d'industrie de Rennes. Objectif : monter un incubateur de 300 mètres carrés qui accueillera une dizaine de projets. Ce sont les créatrices de Manability, entreprise accueillie par Paris Pionnières, qui sont à l'origine de cette nouvelle implantation. La structure créée par Frédérique Clavel avait déjà lancé un incubateur en Normandie. ■

GEIQ en danger

Les Groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification vont se mobiliser intensivement contre le projet d'annulation de l'exonération spécifique «Accidents du travail et maladies professionnelles», qui figure dans la loi de finances. Cette mesure, si elle était entérinée, entraînerait un surcoût financier de ces contrats d'insertion, qui ont permis à 2000 jeunes et seniors de retrouver le chemin de l'emploi en 2006. Mais surtout, l'annulation de cette exonération mettrait un terme à la création d'un premier GEIQ services à la personne, qui devait s'accompagner d'une convention avec l'Agence nationale des services à la personne. ■

■ **CONFORAMA** compte ouvrir 36 nouveaux magasins en Europe en 2008, principalement en Espagne, au Portugal et en Italie. La filiale de PPR va aussi procéder à une fusion-absorption de sa filiale «société logistique». Le siège de celle-ci, qui se trouve à Lyon, devrait perdre 50 % de ses effectifs.

■ **PwC** a été mandaté par les présidents des régions Lorraine et Champagne-Ardenne pour réaliser une étude sur l'impact économique de la création d'un site souterrain de stockage de déchets radioactifs sur le site de Bure (Meuse).

■ **PRECEPTA** estime que le marché français du conseil devrait approcher les 6 milliards d'euros en 2008. Le cabinet d'étude anticipe également deux années de croissance à deux chiffres dans le secteur.

■ **L'ATELIER DE L'ASSET** Management vient de nommer Patrick Vlaisloir, ex-délégué général adjoint de l'Association française de la gestion financière, comme directeur du développement.

■ **HERTA ET LDC** viennent d'envoyer un courrier à la grande distribution pour lui signifier des hausses conséquentes de leurs produits. Pour Herta, l'augmentation sera de l'ordre de 8,5 % sur les produits traiteur et, pour LDC, elle sera d'environ 12 %. La grande distribution ne devrait pas tarder à réagir.

■ **ILLY**, le fabricant italien de café de haut de gamme, prévoit d'ouvrir 480 cafés-boutiques «espresso» dans le monde d'ici deux ans.

■ **GOFAST**, maison mère d'Aigle Azur, envisage de lancer une seconde liaison tout cargo hebdomadaire au départ de l'aéroport de Paris-Val de France. Elle relierait Alger et Tripoli d'ici à la fin de l'année 2007. Cette nouvelle liaison s'ajouterait ainsi au Paris-Val de France - Hassi Messaoud, qui pourrait être également renforcée.

■ **SVP** a signé un partenariat avec l'Ecole européenne d'intelligence économique pour offrir un service d'intelligence économique à ses clients.

■ **RELAIS & CHÂTEAUX**, qui tiendra son congrès annuel du 26 au 28 octobre à Washington en présence du général Colin Powell, ex-secrétaire d'Etat américain, annoncera l'ouverture d'une Maison Relais & Châteaux à New York en 2008.

■ **ALL SYSTEMS**, société rhônalpine spécialisée dans les logiciels intégrés pour la construction de maisons individuelles, change de mains. Elle vient d'être reprise en LBO par deux associés, Bruno Delahaye, ex-partenaire du baron Empain, et Jean-Pierre Simon, ex-Schlumberger.

■ **FC²**, agence indépendante de communication audiovisuelle, qui table en 2007 sur 20 millions d'euros de chiffre d'affaires, planche sur des acquisitions à l'étranger (Grande-Bretagne, Etats-Unis, Israël) et en France.

■ **CYBERLIBRIS** devient la bibliothèque numérique du portail Internet de la Fnac. C'est la première fois que des éditeurs mettent à disposition leur fonds sur Internet via un abonnement.

SYNTEC INFORMATIQUE : LE GROUPEMENT PRÉCONISE LA CRÉATION D'UNE «SOFICIEL»

■ Jean Mounet, président du Syntec Informatique, qui s'apprête à dresser un bilan positif de l'année 2007 en termes de croissance, en profitera pour préconiser la création d'une «Soficiel», à l'image des Sofica, sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et de l'audiovisuel. Elle sera destinée à soutenir l'industrie du logiciel et des services informatiques. Autres propositions : la nomination d'un Monsieur TIC au gouvernement, comme en Corée du Sud et aux Etats-Unis, et la transformation du crédit impôt recherche en y ajoutant la dimension innovation. En 2007, l'activité du secteur des logiciels et services informatiques devrait friser les 7 %, et les perspectives 2008 s'annoncent identiques. En matière de création d'emplois, l'activité a également été très forte : 55 000 cadres ont été recrutés, dont 20 000 créations d'emplois net. Syntec Informatique compte faire valoir qu'une politique dynamique autour des TIC devrait avoir un impact de 0,5 à 1 point sur la croissance. ■

CRÉDIT IMPÔT RECHERCHE : AUGMENTATION SIGNIFICATIVE DE LA R&D EN VUE

■ Selon une enquête menée par EFE-Grande Armée Conseil auprès d'une centaine d'entreprises ayant une activité R&D, la nouvelle réforme du crédit impôt recherche aura un effet significatif sur l'accroissement des investissements en recherche et développement : plus de 45 % des entreprises interrogées déclarent que ces mesures entraîneront de nouveaux investissements ou le maintien de l'activité en France. En outre, 54 % des répondants retiennent surtout que l'enveloppe financière est plus importante. Ce dispositif est particulièrement attrayant : près de 66 % des entreprises qui ne bénéficient pas du crédit impôt recherche y auront recours. ■